

a	2
	p

Les médiations de l'article 750-1 du Code de procédure civile

La tentative de résolution amiable des litiges

L'article 3 de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018- 2022 et de réforme pour la justice, prévoit notamment que lorsque la demande tend au paiement d'une somme n'excédant pas un certain montant ou est relative à un conflit de voisinage, la saisine du tribunal de grande instance doit, à peine d'irrecevabilité que le juge peut prononcer d'office, être précédée, au choix des parties, d'une tentative de conciliation menée par un conciliateur de justice, d'une tentative de médiation...

Le décret n° 2019-1333 du 11 décembre 2019 est venu préciser les cas dans lesquels le demandeur doit justifier, avant la saisine de la juridiction, d'une telle tentative.

Ainsi, le nouvel article 750 - 1 du CPC, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2020, prévoit, **qu'à peine d'irrecevabilité que le juge peut prononcer d'office**, la demande en justice doit être précédée, au choix des parties :

- ✓ d'une tentative de conciliation menée par un conciliateur de justice
- ✓ d'une tentative de médiation ou
- ✓ d'une tentative de procédure participative
- ✓ **lorsqu'elle tend au paiement d'une somme n'excédant pas 5 000 euros**

ou

- ✓ lorsqu'elle est relative à l'une des actions mentionnées aux articles R. 211-3-4 et R. 211-3-8 du code de l'organisation judiciaire, à savoir :
 - actions en bornage
 - actions relatives à la distance prescrite par la loi, les règlements particuliers et l'usage des lieux pour les plantations ou l'élagage d'arbres ou de haies
 - actions relatives aux constructions et travaux mentionnés à l'article 674 du Code civil

ainsi que

- actions relatives au curage des fossés et canaux servant à l'irrigation des propriétés ou au mouvement des usines et moulins

a	2
	p

- contestations relatives à l'établissement et à l'exercice des servitudes instituées par les articles L. 152-14 à L. 152-23 du code rural et de la pêche maritime, 640 et 641 du code civil ainsi qu'aux indemnités dues à raison de ces servitudes &
- contestations relatives aux servitudes établies au profit des associations syndicales prévues par l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires

La loi, comme le décret, prévoient néanmoins certaines dispenses :

« 1° Si l'une des parties au moins sollicite l'homologation d'un accord

« 2° Lorsque l'exercice d'un recours préalable est imposé auprès de l'auteur de la décision

« 3° Si l'absence de recours à l'un des modes de résolution amiable mentionnés au premier alinéa est justifiée par un motif légitime, notamment l'indisponibilité de conciliateurs de justice dans un délai raisonnable

« 4° Si le juge ou l'autorité administrative doit, en application d'une disposition particulière, procéder à une tentative préalable de conciliation

* * *

* *

*